

CONDITIONS GENERALES DE PRIX ET D'EXECUTION DES TRAVAUX

1. OBJET ET CHAMP D'APPLICATION :

Toute commande de travaux implique l'acceptation pleine et entière par le client des présentes conditions générales d'exécution et de règlement. Le devis et ses avenants constituent les conditions particulières des travaux à réaliser. Le contrat est soumis au droit français. Les conditions générales de prix et d'exécution des travaux sont disponibles sur notre site internet : www.reseausurfrance.fr

2. VALIDITE DE L'OFFRE :

La présente proposition de prix est valable à la date d'émission par l'entreprise et à condition que la signature par le client, précédée de la mention manuscrite, intervienne dans un délai maximum de 1 mois à partir de cette date ; au-delà, l'entreprise se réserve la faculté, soit de maintenir son offre initiale, soit de présenter une nouvelle proposition. Si le client ayant signé le devis revient sur sa décision, l'acompte de 25 % du prix total du devis sera intégralement dû. Les travaux supplémentaires exécutés après demande et signature d'un avenant au devis par le client seront facturés dans les mêmes conditions que l'article 9.

3. DROIT DE RETRACTATION :

Le client particulier dispose d'un délai de rétractation de 14 jours à compter de la conclusion du contrat uniquement lorsque ce dernier est conclu hors établissement du professionnel, en présence simultanée des deux parties, et qu'il est signé immédiatement après remise au client. Le client peut exercer ce droit en renvoyant le formulaire de rétractation joint au devis, en conservant la preuve de la date d'exercice de ce droit.

4. EXECUTION ANTICIPEE :

Le droit de rétractation ne peut pas être exercé pour les contrats de fourniture de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après l'accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation. Il en est de même pour les contrats de travaux d'entretien ou de réparation à réaliser en urgence au domicile du client et expressément sollicités par lui, dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence. Dans ce cas, le client doit recopier la phrase suivante : « *Je souhaite expressément l'exécution des travaux avant la fin du délai de rétractation de 14 jours, soit d'un commun accord à compter du ...* ».

5. CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX :

Les travaux seront exécutés conformément à la réglementation et aux règles de l'art en vigueur au jour de l'offre. L'entreprise refusera toute exécution de travaux non conformes aux règles de l'art et pourra refuser d'utiliser des matériaux ou des produits fournis par le client. Lorsque le support révèle des sujétions imprévues, non décelables par l'entreprise, sauf au moment des travaux, un avenant devra être conclu entre les parties pour fixer les travaux supplémentaires et leur coût.

La prestation peut être accomplie dans le cadre de la sous-traitance, notamment pour les travaux de zinguerie, plomberie, couverture, électricité et mise en œuvre du complexe isolant. Le cas échéant, le consommateur sera préalablement averti lors du démarrage du chantier. Les coordonnées de ces entreprises ainsi que leurs qualifications éventuelles seront également renseignées.

Les consommations d'eau et d'électricité nécessaires à la réalisation du chantier ne sont pas prévues dans le présent devis, et sont à la charge du client.

IMPORTANT : Nous ne pouvons être tenu responsables des dégradations sur l'enduit de finition fait par des animaux ou des personnes étrangères à nos personnels.

6. DELAIS D'EXECUTION :

La durée d'exécution des travaux peut varier sans pour autant dépasser 12 mois. Le délai d'exécution est prolongé, le cas échéant, à raison des avenants au marché ou de la durée des retards dus au client. Le délai d'exécution est également prolongé en cas de force majeure, d'intempéries, de grève générale de la profession, à l'exception des jours de grève propres à l'entreprise en particulier. Dans tous les cas, les interruptions de travail, provoquées par le client ou son représentant, ne sont pas prises en compte dans le délai d'exécution.

7. RÉVISION DES PRIX :

Sauf convention particulière sur ce point, les prix de ce devis seront révisés au moment de l'exécution des travaux par application d'un coefficient de révision basé sur l'évolution des valeurs de l'index BT, relevées à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986> correspondant au corps d'état (BT01) et au délai, en nombre de mois, existant entre la date de l'émission du devis par l'entreprise (ou, le cas échéant, celle de la proposition actualisée) et celle de l'exécution des travaux.

8. ACTUALISATION DES PRIX :

Sauf convention particulière sur ce point, les prix de ce devis seront révisés à la date de commencement des travaux, dans le cadre d'un délai convenu, par une application d'un coefficient de révision, relevées à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986> correspondant au corps d'état (BT01) et au délai, en nombre de mois, existants entre la date de la signature du devis par l'entreprise (ou, le cas échéant, celle de la proposition actualisée) et celle de l'exécution des travaux.

9. MODALITES DE RÈGLEMENT :

Sauf convention différente figurant au devis ci-inclus, le règlement des travaux sera effectué de la façon suivante :

Durée des travaux n'excédant pas un mois : il sera versé un acompte de 30% une fois le délai de rétractation échu en cas de vente hors établissement ou à la signature en cas de vente dans l'établissement (ou à la notification de l'ordre de commencer les travaux en cas de financement à l'aide de crédit), un second de 30% à la livraison du matériel ou à défaut au commencement des travaux et le solde à la présentation de la facture définitive. Aucun chantier ne pourra débuter sans le versement des 2 acomptes sauf décision commune du chef d'entreprise et du consommateur.

Durée des travaux supérieure à un mois : il sera versé un acompte de 30% à la signature du devis (ou, en cas de financement à l'aide de crédit, à la notification de l'ordre de commencer les travaux) puis 20% au début des travaux puis des règlements seront effectués à mesure de l'avancement des travaux, dans un délai de sept jours à compter de la présentation des situations correspondantes par l'entreprise au client ou son représentant. Le solde sera réglé en totalité à l'achèvement des travaux, sur présentation par l'entreprise de la facture définitive.

10. ASSURANCE :

L'entreprise est couverte de toutes ses obligations et responsabilités au regard des dispositions des articles 1792, 1792-2 et 1792-3 du Code civil et possède à cet effet toutes les attestations d'assurances y afférentes.

Assurance : GROUPAMA NORD EST- 2 rue Léon Patoux - 51686 Reims cedex 2 Tél. : 03-26-97-30-30

Contrat N°168439720001 couvrant le secteur géographique de l'Union Européenne et des départements d'Outre-mer

11. PENALITES DE RETARD :

En cas de retard de paiement de 7 jours, le client encourt, de plein droit, sans mise en demeure préalable, le paiement de pénalités ainsi calculées : taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points. Ces pénalités de retard sont exigibles dès le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, ou à défaut d'indication de ce délai, 30 jours suivant la date d'exécution des travaux. Ces pénalités sont exigibles de plein droit et seront d'office portées au débit du compte du client. En outre, notre entreprise se réserve la faculté de saisir le tribunal compétent afin que celui-ci fasse cesser cette inexécution, sous astreinte journalière par jour de retard. Entre professionnels : une indemnité forfaitaire de 40 € sera due au créancier pour frais de recouvrement, à l'occasion de tout retard de paiement

12. RECOURS A UN PRET :

Lorsque le client recourt à un prêt pour financer tout ou partie des travaux, il en informe l'entreprise. Si le marché est conclu sous les conditions prévues par le code de la consommation, une information spécifique est complétée et annexée au contrat.

12.1 Crédit à la consommation (articles L.311-1 et suivants du code de la consommation). En cas de recours à un crédit à la consommation, le client s'engage à informer l'entreprise par écrit dans un délai de 7 jours suivant l'expiration du délai de rétractation de 14 jours de l'attribution définitive du prêt ou de son refus.

13. CLAUSE SUSPENSIVE :

Le contrat sera suspendu en cas de non versement des sommes dues par le maître d'ouvrage, jusqu'à l'exécution de son obligation.

14. AUTORISATIONS ET RENSEIGNEMENTS :

Le maître d'ouvrage fournira à l'entreprise tous les renseignements et autorisations prévus aux conditions particulières et nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

15. UTILISATION DU DEVIS :

Le devis et les documents annexés sont et restent, en toutes circonstances, la propriété de l'entreprise ; ils ne peuvent être utilisés ou communiqués à une tierce personne qu'avec l'autorisation écrite du chef d'entreprise, et doivent lui être restitués, sans délai, s'il n'est pas donné suite à la proposition de l'entreprise.

16. APPLICATION DU TAUX DE TVA A TAUX RÉDUIT :

Elle s'effectuera sur présentation de l'attestation normale ou simplifiée, remplie et signée par le client. Dans le cas contraire l'entreprise facturera au taux normal. Le montant de la TVA pourra varier en fonction du taux en vigueur au moment de la facturation. Les parties conviennent qu'en cas de requalification fiscale sur le taux de TVA applicable aux travaux, le client s'engage à assumer la totalité de la régularisation (principal, pénalités et intérêts) et à rembourser l'entreprise rectifiée fiscalement des sommes versées par elle à ce titre.

17. CREDIT D'IMPÔT :

Le client fera son affaire de toute déclaration fiscale visant à obtenir une réduction ou un crédit d'impôt le cas échéant.

L'entreprise est titulaire du certificat RGE Eco-Artisan (Reconnu garant de l'environnement) Code 8611. Ce certificat est disponible sur le site : renovation-info-service.gouv.fr

18. CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE :

Sauf convention particulière sur ce point, l'entreprise se réserve la propriété des fournitures non encore incorporées au bâti jusqu'au paiement complet des sommes dues par le maître de l'ouvrage. Toutefois, si le bien est incorporé dans un autre bien, il peut être revendiqué si la récupération peut être effectuée sans dommage, notamment par un simple démontage, tant pour le bien revendiqué que pour le bien où il est incorporé. Ces dispositions ne font pas obstacle à la livraison, au transfert à l'acheteur des risques de perte ou de détérioration des biens ou des dommages dont il serait la cause.

19. REGLEMENT DES LITIGES :

- **Principe général :** En cas de différend ou d'une demande découlant du présent devis ou en relation avec celui-ci ou avec son inexécution les parties contractantes pourront, afin de régler le litige, recourir à une médiation conventionnelle ou tout autre mode alternatif de règlement des litiges.

- **Médiation de la consommation :** (en cas de litige avec un consommateur) les parties privilégieront la recherche d'une solution amiable. Pour ce faire, le client adressera par écrit sa demande au chef d'entreprise.

Si aucune solution amiable ne peut être trouvée, le client pourra soumettre le différend au médiateur de la consommation : Centre de la Médiation de la Consommation des Conciliateurs de Justice - 14 rue Saint Jean - 75017 PARIS - @ : <https://cm2c.net/> Tél : 01.89.47.00.14

- **Election de domicile et compétence juridictionnelle :** L'élection de domicile est faite par l'entreprise en son siège social. En cas de contestation relative à l'exécution du présent contrat ou du paiement du prix, ainsi qu'en cas d'interprétation ou d'exécution des clauses et conditions ci-dessus, le Tribunal de TROYES sera seul compétent, quels que soient le lieu de commande, le mode de paiement accepté, et même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défenseurs.

20. AUTRES

- Pour tout travaux modifiant l'aspect extérieur du bâtiment, les démarches administratives obligatoires sont à la charge du client.

- J'autorise la société ISO SÛR FRANCE à utiliser des photographies de mon chantier sans mentionner mes coordonnées sur ses supports de communication.

**CONTRAT CONCLU HORS ETABLISSEMENT
(Domicile, travail, excursion, lieux inhabituels de vente, etc.)**



Le consommateur bénéficie d'un droit de rétractation selon les modalités suivantes à condition que le consommateur soit une personne physique qui conclut un acte juridique à des fins personnelles et que cet acte ne puisse être imputé ni à son activité commerciale ni à son activité professionnelle indépendante.

INFORMATIONS CONCERNANT L'EXERCICE DU DROIT DE RÉTRACTATION

Vous avez le droit de vous rétracter du présent contrat sans donner de motif dans un délai de quatorze jours. Pour exercer le droit de rétractation, vous devez simplement nous notifier votre volonté de vous rétracter du présent contrat au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté en respectant le délai de quatorze jours.

Il n'y a pas d'exigence de forme pour l'envoi de votre déclaration de rétractation mais nous vous conseillons d'utiliser un mode d'envoi permettant de garantir le respect du délai de rétractation **(Courrier recommandé avec accusé de réception)**.

Si vous souhaitez vous rétracter, nous mettons également un formulaire de rétractation à compléter et à nous retourner à l'adresse suivante :

**RESEAU SÛR FRANCE
10 rue Gustave Eiffel
10120 Saint-André-Les-Vergers**

Nom - Prénom :

Adresse :

.....

**RESEAU SÛR FRANCE
10 rue Gustave Eiffel
10120 Saint-André-Les-Vergers**

À, le / /

Référence (N° du devis signé) :

Objet : Rétractation

Madame, Monsieur,

Comme le prévoient les articles L. 221-5 et L. 221-18 du code de la consommation, je vous informe de ma décision de me rétracter du contrat précité sans pénalité dans le délai légal de quatorze jours.

Je vous remercie de m'en accuser réception.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes sentiments distingués.

Signature :